

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2018

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1/17 à 17/17.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 12/17 à 14/17.
- Économie approfondie, pages numérotées de 15/17 à 17/17.

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2018

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation,
s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

La croissance économique peut-elle être compatible avec un développement durable ?

DOCUMENT 1

Répartition géographique des émissions de CO₂¹ dans le monde

En Millions de tonnes de CO ₂	1990	2013	2014	Part 2014 (%)	Évolution (%) 2013-2014	Évolution (%) 1990-2014
Amérique du Nord	5 726	6 315	6 357	17,8	+0,7	+11,0
<i>Dont : États-Unis</i>	<i>4 988</i>	<i>5 286</i>	<i>5 335</i>	<i>15</i>	<i>+0,9</i>	<i>+6,9</i>
Amérique Centrale et du Sud	647	1 291	1 306	3,7	+1,1	+101,8
<i>Dont : Brésil</i>	<i>217</i>	<i>485</i>	<i>501</i>	<i>1,4</i>	<i>+3,3</i>	<i>+130,5</i>
Europe et ex-URSS	8 353	6 403	6 142	17,2	-4,1	-26,5
<i>Dont : Russie</i>	<i>2 379</i>	<i>1 792</i>	<i>1 766</i>	<i>5,0</i>	<i>-1,4</i>	<i>-25,7</i>
<i>Europe à 28</i>	<i>4 345</i>	<i>3 608</i>	<i>3 415</i>	<i>9,6</i>	<i>-5,4</i>	<i>-21,4</i>
Afrique	667	1 162	1 188	3,3	+2,3	+78,1
Moyen-Orient	814	2193	2 272	6,4	+3,6	+179,1
<i>Dont : Arabie Saoudite</i>	<i>168</i>	<i>463</i>	<i>495</i>	<i>1,4</i>	<i>+7,0</i>	<i>+194,3</i>
Asie	5 378	16 543	16 833	47,2	+1,8	+213,0
<i>Dont : Chine</i>	<i>2 411</i>	<i>10 448</i>	<i>10 541</i>	<i>29,6</i>	<i>+0,9</i>	<i>+337,1</i>
Océanie	304	461	454	1,3	-1,6	+49,4
Soutes internationales²	626	1 109	1 117	3,1	+0,7	+78,2
Monde	22 516	35 477	35 669	100	+0,5	+58,4

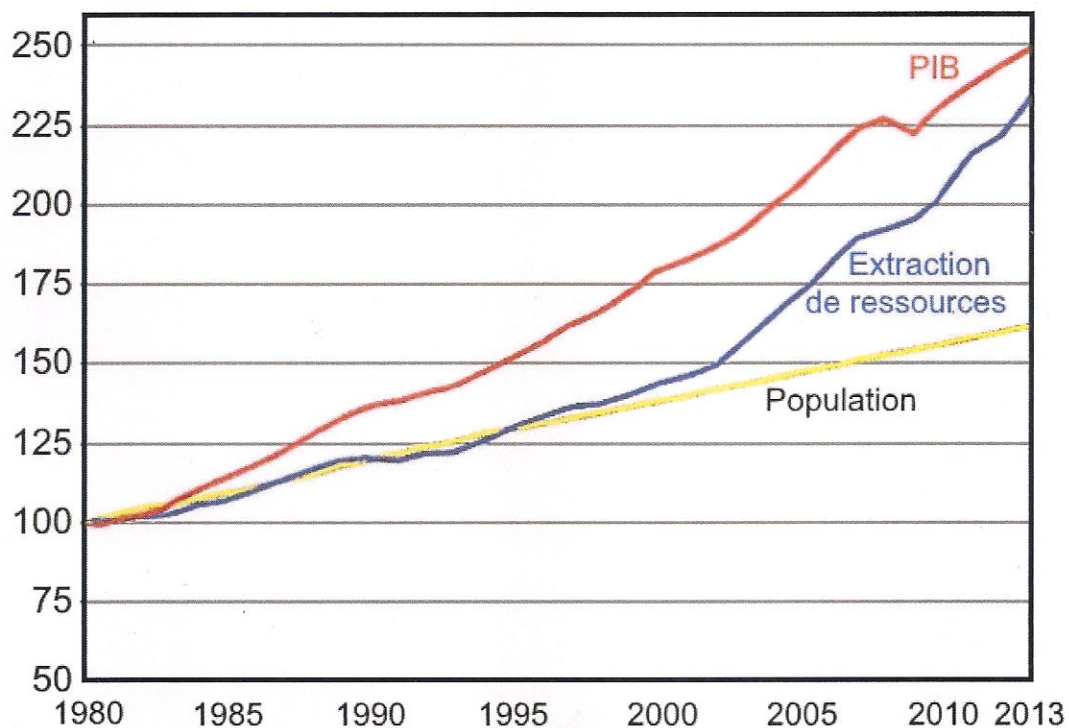
Source : d'après « Chiffres clés du climat France et Monde »,
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2017.

1 Le CO₂ est un gaz à effet de serre qui contribue au réchauffement climatique.

2 Les soutes internationales correspondent aux émissions de CO₂ des transports internationaux maritimes et aériens non comptabilisés dans les totaux nationaux.

DOCUMENT 2

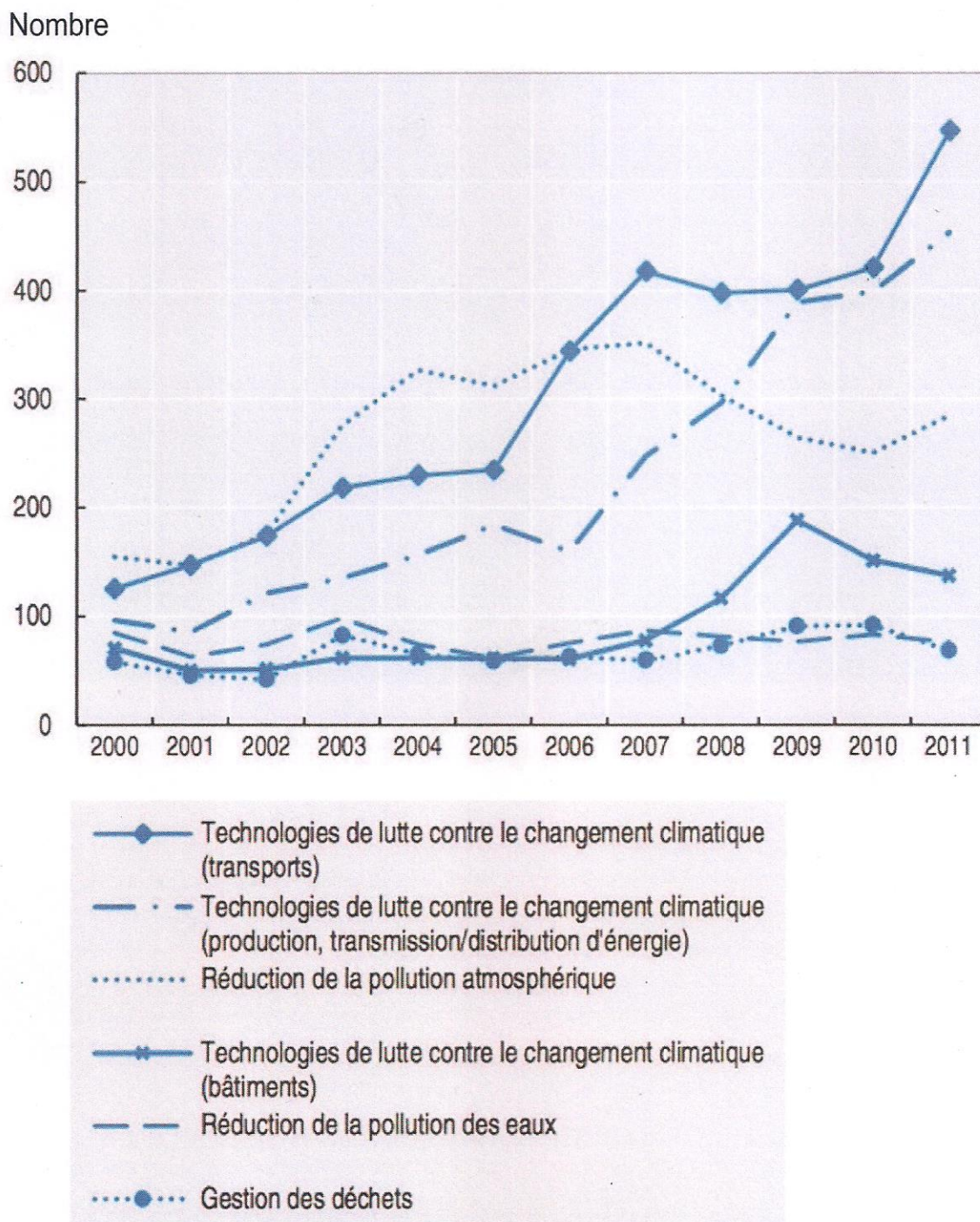
Évolution mondiale de l'extraction de ressources naturelles, du PIB et de la population, 1980-2013 (1980 = indice base 100)



Source : « Ressources naturelles : pénurie ou abondance ? », Cécile DÉSAUNAY et Eric VIDALENC, *Futuribles*, octobre 2016.

DOCUMENT 3

Évolution du nombre de brevets déposés dans les technologies liées au climat en France de 2000 à 2011.



Source : D'après *Examens environnementaux*, OCDE, France 2016.

DOCUMENT 4

Les sacs de caisse à usage unique en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 micromètres¹, qu'ils soient gratuits ou payants, sont tous interdits à partir de juillet 2016 (y compris les sacs biodégradables). [...]

Tous les commerces sont concernés, aussi bien les supermarchés que les marchés en plein air ou les commerces alimentaires de proximité : boulangerie, épicerie, pharmacie, station-service...

Les sacs de moins de 50 micromètres d'épaisseur, autorisés pour être distribués ailleurs qu'aux caisses, doivent comporter un marquage informant le consommateur de façon visible et compréhensible quant à sa teneur en matière biosourcée² [...].

Sur tous les autres sacs, une mention doit indiquer qu'ils peuvent être réutilisés et ne doivent pas être abandonnés dans la nature.

Par ailleurs, sont dorénavant interdites la production, la distribution, la vente, la mise à disposition et l'utilisation d'emballages ou de sacs fabriqués à partir de plastique oxo-fragmentable³, matière dégradable, mais ni assimilable par les micro-organismes⁴, ni compostable. [...]

En 2020, ce sera au tour de la vaisselle jetable en plastique (gobelets, verres et assiettes jetables) d'être interdite [...].

Source : www.service-public.fr

1 1 micromètre : 0,001 millimètre.

2 biosourcée : issue de ressources renouvelables.

3 oxo-fragmentable : qui se fragmente en petites particules qui persistent dans l'environnement.

4 micro-organisme : être vivant microscopique qui joue un rôle essentiel dans les cycles écologiques.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

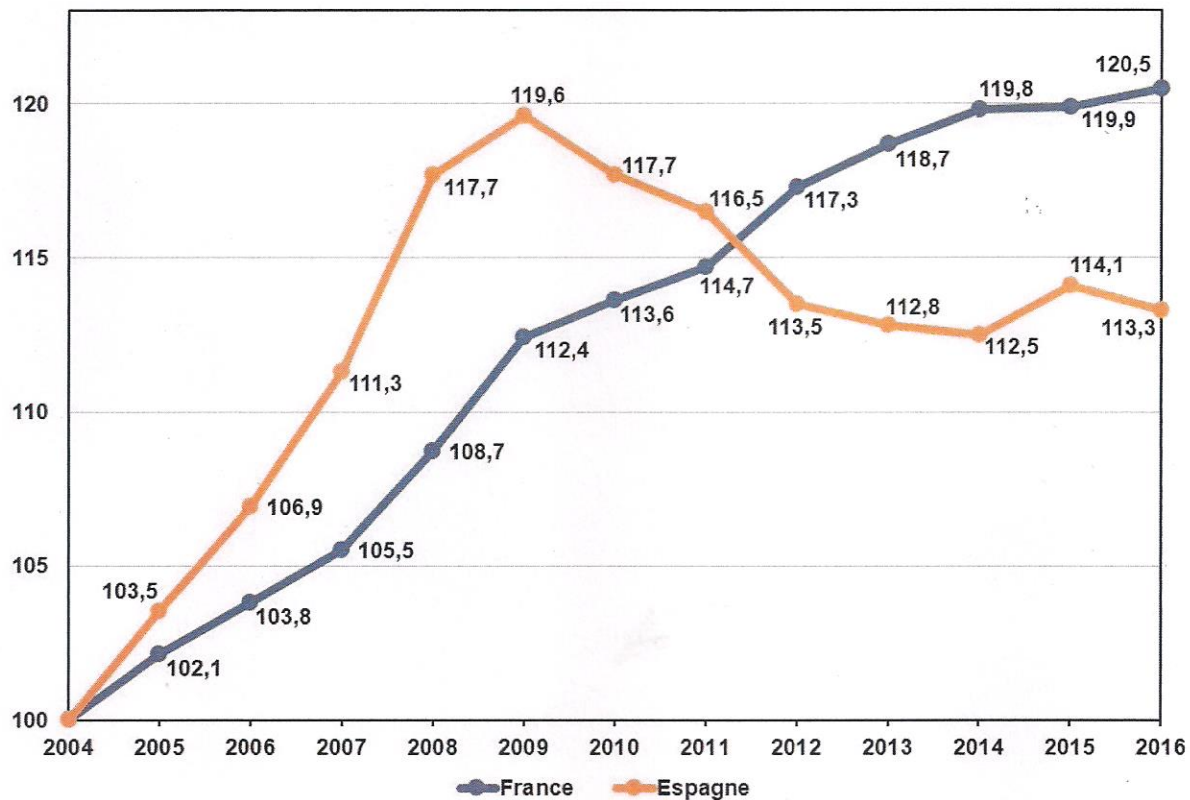
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Comment la théorie des avantages comparatifs explique-t-elle la spécialisation ? (3 points)
2. Montrez à partir d'un exemple comment la flexibilité du marché du travail peut contribuer à réduire le chômage. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez l'évolution du coût unitaire de la main-d'œuvre entre la France et l'Espagne.

Coût unitaire de main-d'œuvre* selon les actifs occupés entre 2004 et 2016, indice base 100 en 2004



Source : D'après OCDE, 2017.

* Coût unitaire de la main-d'œuvre : mesure du coût moyen du travail par unité produite.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les analyses en termes de classes sociales peuvent rendre compte de la structure sociale.

DOCUMENT 1

Aujourd'hui comme hier, la formation de couples reste un chaînon majeur de la reproduction des sociétés. Mais la spécificité de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie fortunée tient dans le caractère explicite du contrôle des familles. Alors qu'habituellement l'homogamie* résulte plus ou moins des différents mécanismes sociaux qui limitent le champ des rencontres possibles, dans les milieux les plus privilégiés les unions ne sont pas laissées au hasard des lieux de rencontres et des affinités : l'homogamie est un objectif délibérément recherché.

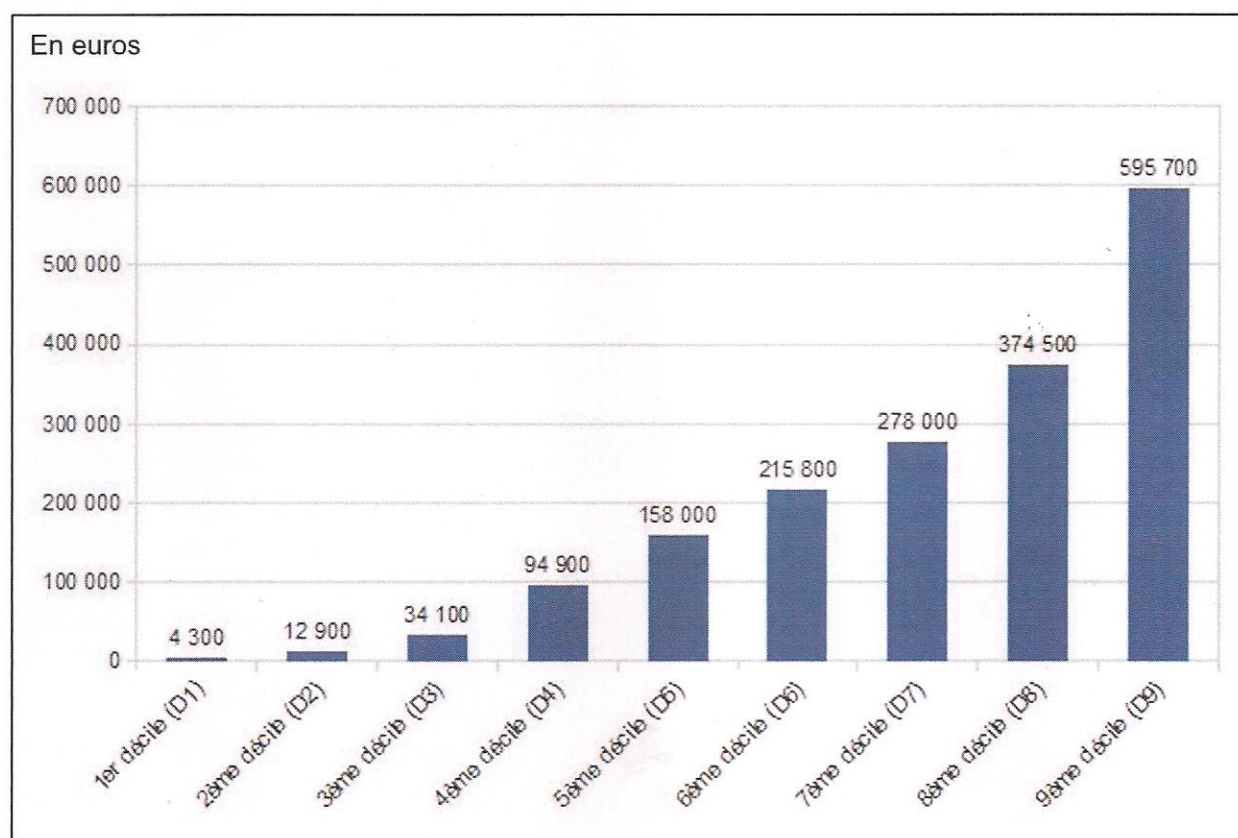
En effet, le mariage, singulièrement dans cette classe sociale, ne concerne pas seulement une femme et un homme : il met en relation deux familles, et au-delà, leurs réseaux d'alliances. La formation des couples engage au sein des classes dominantes des enjeux particulièrement élevés, à la hauteur des positions à préserver. Ce sont toutes les dimensions — économique, politique, sociale et symbolique — du capital familial qui sont en jeu à chaque union.

Source : « Mariages assortis et logiques de l'entre-soi dans l'aristocratie et dans la haute bourgeoisie », Anne-Catherine WAGNER, *Migrations Société*, 2008.

* Homogamie : union de deux personnes du même groupe social.

DOCUMENT 2

Distribution en déciles du patrimoine (en euros) des ménages en 2015 en France



Source : d'après INSEE, 2018.

DOCUMENT 3

Nombre de livres lus, espérance de vie, origine sociale des députés et part dans la population active selon la catégorie socioprofessionnelle

	N'ont lu aucun livre au cours des 12 derniers mois (en %)	Espérance de vie des hommes à l'âge de 35 ans (en années)	Part des députés selon leur origine sociale (en %)	Part dans la population en emploi (en %)
	En 2012	En 2013	En 2012	En 2012
Agriculteurs	72	46,2	2,9	2,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	51	46	6,6	6,5
Cadres et professions Intellectuelles supérieures	20	49	81,5	18,0
Professions intermédiaires	31	46,7	6,2	24,7
Employés	40	44,9	2,6	28,1
Ouvriers	69	42,6	0,2	20,8
Ensemble	43	44,5	100	100

Sources : d'après INSEE et CEVIPOF.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que le régime politique japonais est un régime parlementaire.

DOCUMENT

Article premier

L'Empereur est le symbole de l'État et de l'unité du peuple ; il doit ses fonctions à la volonté du peuple, en qui réside le pouvoir souverain.

Article 4.

L'Empereur ne peut exercer que les seules fonctions prévues par la présente Constitution en matière de représentation de l'État ; il n'a pas de pouvoirs de gouvernement. [...]

Article 6.

L'Empereur nomme le premier ministre désigné par la Diète¹. L'Empereur nomme le président de la Cour suprême désigné par la Diète.

Article 7.

L'Empereur, suivant l'avis et l'approbation du cabinet², s'acquitte des fonctions suivantes en matière de représentation de l'État au nom du peuple : [...]

- Dissolution de la Chambre des représentants ; [...]
- Attribution des distinctions honorifiques ;
- Représentation de l'État aux cérémonies officielles.

Article 41.

La Diète est l'organe suprême du pouvoir d'État, et le seul organe légiférant de l'État.

Article 42.

La Diète se compose de deux chambres : la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Article 59.

Un projet de loi ou une proposition de loi devient loi après son adoption par les deux chambres, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Constitution. [...]

Article 63.

Le premier ministre et les autres ministres d'État ont, à tout moment, la faculté de venir devant l'une ou l'autre chambre pour prendre la parole sur des projets de lois ou des propositions de loi, qu'ils soient ou non membres de la chambre. Ils doivent se présenter lorsque leur présence est requise aux fins de réponses et d'explications.

Article 65.

Le pouvoir exécutif est dévolu au cabinet.

Article 66.

Le cabinet se compose du premier ministre, qui assure la présidence, et des autres ministres d'État, dans les conditions prévues par la loi. [...] Le cabinet, dans l'exercice de son pouvoir exécutif, est solidairement responsable devant la Diète.

Article 67.

Le premier ministre est désigné parmi les membres de la Diète, sur résolution de celle-ci. [...]

Article 68.

Le premier ministre nomme les ministres d'État. La majorité des ministres doit être choisie parmi les membres de la Diète.

Article 69.

Si la Chambre des représentants adopte une motion de censure, ou rejette une motion de confiance, le cabinet doit démissionner en bloc. [...]

Article 76.

Le pouvoir judiciaire, dans son ensemble, est dévolu à une Cour suprême ainsi qu'à tout tribunal inférieur créé par la loi.

Article 78.

[...] Aucune action disciplinaire contre des juges ne peut être entreprise par un organe ou service dépendant de l'exécutif.

Source : Constitution du Japon du 3 novembre 1946.

1 Diète : Parlement.

2 Cabinet : Gouvernement

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Vous montrerez que le répertoire d'action politique contemporain ne se limite pas au vote.

DOCUMENT 1

Formes d'action politique protestataire pratiquées par les 18-29 ans, en France, de 1981 à 2008 en %

Formes d'action politique *	1981	1990	1999	2008
Signer une pétition	47	46	62	64
Participer à une manifestation autorisée	34	30	41	48
Participation à un boycott	14	9	9	16
Participer à une grève sauvage	12	3	8	11
Occuper des bureaux ou des usines	7	2	3	5

Source : enquêtes Valeurs ARVAL-INJEP, 2010.

* un individu peut déclarer avoir pratiqué plusieurs formes d'action politique.

DOCUMENT 2

Pour qui cherche à tirer les leçons des travaux les plus récents, des traits communs se dégagent de l'observation de nouvelles formes de mobilisation. Les cibles passent, de plus en plus souvent, des États à des instances supranationales. Les stratégies d'action se modifient, valorisant le lobbying, les réseaux transnationaux et des actions médiatiques spécifiques. [...] Ainsi, bien que Greenpeace viole l'espace maritime national français en dénonçant les essais nucléaires, la mise en place d'un dispositif d'action montrant les militants pacifistes et pacifiques face à des navires de guerre vise à susciter une empathie qui rende légitime leur manœuvre, au moins aux yeux d'une certaine opinion publique. Ce phénomène transforme d'autant la perception de la légitimité de l'action.

Source : « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », Sylvie OLLITRAUL, *Réseaux*, 1999.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Comment un monopole discriminant peut-il exercer son pouvoir de marché ?

DOCUMENT 1

Le « yield management »* [...] constitue une arme de tarification sophistiquée. Cette technique consiste à différencier les prix en fonction d'analyses de prévisions de demande et de segments de clientèle, dans le but d'optimiser les recettes. Ainsi, le prix d'une nuit d'hôtel ou d'un voyage en avion varie à cause de multiples paramètres tels que les taux d'occupation, le type de clientèle, le jour de la semaine... [...]

Aujourd'hui, le très fort développement du commerce sur Internet, conjugué à une utilisation massive des technologies Web au sein de la population élargissent la portée de ces pratiques tarifaires. Les firmes sont désormais aptes à obtenir en temps réel une information personnalisée sur les profils, les goûts et la localisation de consommateurs réels et potentiels. [...]

Ces évolutions permettent surtout aux entreprises de mieux évaluer la « disponibilité à payer » maximale du consommateur et rendent possible une stratégie de segmentation pointue de la clientèle.

Source : « Les prix personnalisés, un défi pour l'autorité de la concurrence », Pascal Gayant, Nicolas Le Pape, *Les Echos*, le 05 janvier 2015

* Yield management : méthode de tarification visant à optimiser le profit.

DOCUMENT 2

Tarifs pratiqués par un complexe cinématographique en France en 2017

Billets	Tarifs en euros
Normal Valable pour tous, tous les jours	11,30
Moins de 14 ans Valable pour les moins de 14 ans tous les jours sur présentation d'un justificatif d'âge	4,50
Étudiants, Lycéens, Collégiens Sur présentation d'un justificatif en cours de validité	7,70
Seniors Valable pour les plus de 65 ans, sur présentation d'une pièce d'identité	9,40
Matin Valable pour tous, à la première séance avant 12 h	7,40
Carte 5 places Soit 8,40€ la place	42,00
Abonnement mensuel Cinépass	19,90
Abonnement mensuel CinéPass Moins de 26 ans	16,90
Abonnement mensuel CinéPass Duo	33,90

Source : www.allociné.fr

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment la dynamique démographique influe-t-elle sur l'épargne ?

DOCUMENT 1

De manière générale, le montant du patrimoine détenu par les ménages [...] croît avec l'âge de la personne de référence jusqu'à 70 ans, puis décroît ensuite. [...] Le patrimoine peut, en effet, résulter d'une logique d'accumulation puis de désaccumulation : les capacités d'épargne, les besoins de consommation et les choix de transmission du patrimoine varient au cours du cycle de vie. [...] Cependant, ces effets liés à l'âge sont difficiles à estimer précisément car les niveaux moyens de patrimoine résultent de contextes économiques qui ont différé d'une génération à l'autre. Tandis que les générations les plus anciennes ont pu profiter de la longue période de croissance de l'après-guerre pour étoffer leur patrimoine, celles qui avaient entre 50 et 55 ans en 2009 ont vécu depuis leur entrée dans l'âge adulte dans un contexte économique moins favorable, consécutif aux chocs pétroliers. Quant aux plus jeunes générations, elles subissent, depuis les années 1980, une croissance économique plus lente et incertaine, accompagnée d'une montée du chômage.

Source : « Les inégalités de patrimoine s'accroissent entre 2004 et 2010 », *INSEE Première*, novembre 2011.

DOCUMENT 2

Évolution de la structure de la population de la France entre 1990 et 2010 et projection jusqu'en 2060 en %*

Année	Proportion (en %) des 0-19 ans	Proportion (en %) des 20-59 ans	Proportion (en %) des 60-74 ans	Proportion (en %) des 75 ans ou +
1990	27,9	53,2	12,2	6,7
2000	25,8	53,9	13,2	7,1
2010	24,8	52,6	13,8	8,8
2020	24,4	49,4	16,9	9,3
2040	22,3	46,1	17,1	14,6
2060	21,7	44,9	16,2	17,2

Source : d'après *INSEE Première* n° 1619, novembre 2016.